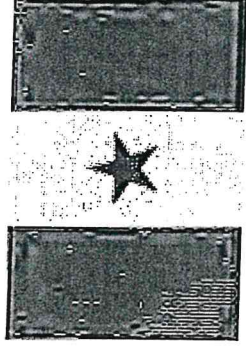


Le Sénégal au Conseil des Droits de l'Homme (2021-2023)



Enjeux et Engagements

Bref aperçu du dispositif de protection et de promotion des Droits de l'Homme au Sénégal

- La Constitutionnalisation des Droits de l'Homme, conformément aux articles 1 et 3 de la Loi fondamentale.
- La Direction des Droits Humains logée au Ministère de la Justice: son mandat est de promouvoir et de protéger les Droits de l'Homme, de favoriser l'application, au niveau national, des Conventions internationales dans ce domaine et de traiter des requêtes et autres interpellations alléguant des violations de droits humains.
- Le Conseil Consultatif National des Droits de l'Homme (CCNDH): une structure étatique dont le mandat est de coordonner la préparation des rapports périodiques du Sénégal et d'assurer le suivi des recommandations et décisions des organes de traités régionaux et internationaux, ainsi que celles des mécanismes compétents dans ce domaine. Il assure, aussi, auprès du Gouvernement, le rôle de conseil et de proposition dans le domaine des Droits de l'Homme, du droit international humanitaire et de l'action humanitaire.
- Le Comité Sénégalais des Droits de l'Homme (CSDH) qui est l'Institution Nationale des Droits de l'Homme (INDH) et qui retrouvera bientôt son statut A auprès de l'ECOSOC.
- Les Organisations Non Gouvernementales et la société civile.

Le Sénégal: un pays avec une tradition bien ancrée en matière de promotion et de respect des Droits de l'Homme (1)

- Membre des Nations Unies depuis son indépendance en 1960, le Sénégal participe activement et régulièrement à la promotion des idéaux de cette Organisation, notamment pour le renforcement du pilier "Droits de l'Homme".
- Membre de l'ex-Commission des Droits de l'Homme, pendant 26 ans sans discontinuer (1966-1992).
- Membre du Conseil des Droits de l'Homme (CDH) dès sa création en 2006, le Sénégal a bénéficié de la confiance de la Communauté internationale, en siégeant en son sein, pendant deux mandats consécutifs (2006-2012).
- A ratifié la quasi-totalité des Instruments juridiques internationaux de base relatifs aux Droits de l'Homme.
- A reçu, régulièrement, la visite des titulaires de mandat, notamment les procédures spéciales du Conseil des Droits de l'Homme et soumis, périodiquement, ses rapports aux Organes de Traités.

Le Sénégal: un pays avec une tradition bien ancrée en matière de promotion et de respect des Droits de l'Homme (2)

- A participé à l'Examen Périodique Universel (EPU) pour les 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} cycles, tenus, respectivement, en février 2009, octobre 2013 et novembre 2018 et s'attèle à la mise en œuvre des recommandations acceptées lors de ces sessions;
- A reçu la visite du Sous-Comité pour la Prévention de la Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (SPT), 05-16 mai 2019;
- A soumis son Rapport devant le Comité des Droits des Personnes Handicapées, 19-20 mars 2019;
- A soumis son Rapport devant le Comité des Droits Economiques, Sociaux et Culturels, 07-08 octobre 2019;
- A soumis son 5^{ème} Rapport périodique devant le Comité des Droits de l'Homme, 14-15 octobre 2019.

Quelques actions phares récentes en matière de promotion et de protection des Droits de l'Homme (1)

- La mise en œuvre de la **Stratégie Nationale pour l'Équité et l'Égalité de Genre (SNEEG)** désormais arrimée au **Plan Sénégal Emergent (PSE)** qui est le document de référence des différentes politiques économiques et sociales;
- L'adoption, par l'Assemblée nationale, le 20 juin 2017, de la loi n° 14-2017 portant Code de la Presse;
- L'adoption de la loi du 28 mai 2010 instituant la **parité absolue** dans les instances totalement ou partiellement électives comme l'Assemblée nationale et les Conseils régionaux et municipaux;
- La création de l'**Observatoire National de la Parité (ONP)**, organe indépendant de veille et d'alerte, chargé de suivre l'évolution des actions engagées pour la mise en œuvre de l'égalité de genre et l'application effective de la loi sur la parité;
- La réforme du Code de la nationalité : aux termes de la loi n° 2013-05 du 8 juillet 2013, la femme sénégalaise peut transmettre sa nationalité à son enfant et les conditions d'accès à cette nationalité sont facilitées pour son époux non sénégalais;
- L'adoption prochaine du nouveau Code de l'Enfant et l'instauration du **Défenseur des Enfants**. À cela s'ajoute la prise en charge, de manière plus rigoureuse, de la question des « enfants de la rue » et des « enfants-talibés », dans le cadre du Programme pour la Modernisation des « Daaras » ou écoles d'enseignement islamique.

Quelques actions phares récentes en matière de promotion et de protection des Droits de l'Homme (2)

- La Carte d'Égalité des Chances destinée à la prise en charge des personnes vivant avec un handicap;
- La protection de la maternité à travers les articles 15, 17, 18, 19 et 24 du Code de Sécurité sociale et la ratification, le 18 avril 2017, de la Convention n°183 de l'OIT de 2000 sur la protection de la maternité;
- La lutte contre les vulnérabilités touchant les populations les plus défavorisées avec l'amélioration des droits économiques et sociaux des citoyens. On peut noter, entre autres, le Programme National des Bourses familiales (PNBF) et le Programme de la Couverture Maladie Universelle (CMU);
- La lutte contre la corruption et promotion de la bonne gouvernance, notamment par:
 - la loi n°15-2012 du 18 décembre 2012 portant Code de transparence dans la gestion des finances publiques
 - la loi n°13-2012 du 19 décembre 2012 portant création de l'Office National de lutte contre la Fraude et la Corruption (OFNAC).

Les enjeux d'un mandat (1)

- Le Sénégal a eu l'honneur d'être élu membre du Conseil des Droits de l'Homme le 8 octobre 2017, à New York, avec le meilleur score de 188 voix sur 193 votants. Le Sénégal est profondément attaché à la promotion de la paix et de la sécurité internationales, ainsi qu'à la protection et à la promotion des Droits de l'Homme.
- Ainsi, après un mandat fructueux au Conseil de Sécurité des Nations unies pour la période 2016-2017, le Sénégal a enchaîné avec un mandat au Conseil des Droits de l'Homme, pour la période 2018-2020, à un moment où le monde fait face à des défis croissants et complexes en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales, de respect des Droits de l'Homme et du droit international humanitaire.
- Le Conseil des Droits de l'Homme suscite beaucoup d'espoirs et l'augmentation considérable de son programme de travail est révélateur de son succès. Il convient, néanmoins, de mieux asseoir ses résultats sur le terrain. Aujourd'hui, il est impérieux de renforcer l'efficacité du Conseil des Droits de l'Homme et non de l'affaiblir, afin de préserver le caractère indivisible, indissociable, interdépendant et universel des Droits de l'Homme.
- En effet, les Droits de l'Homme ont une dimension transversale et sont au cœur de toutes les problématiques du monde, notamment, les changements climatiques, la migration, le développement, les questions alimentaires, l'accès au logement ou aux médicaments, à l'eau, à l'instruction, à la sécurité.

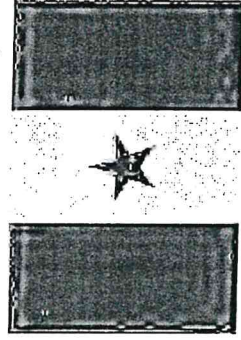
Les enjeux d'un mandat (2)

- En tant que membre du Conseil pour 2018-2020, le Sénégal a continué d'accorder une attention particulière aux droits de l'enfant, des femmes et des personnes âgées, des personnes handicapées mais aussi à l'élargissement des espaces de liberté et la promotion des droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux, sans oublier le racisme et la xénophobie, les droits des migrants et des réfugiés ainsi que les impacts du changement climatique sur les populations, en Afrique particulièrement.
- Le Sénégal a exercé son mandat dans un esprit constructif et inclusif avec tous les autres Etats membres et avec la société civile, dans le but de favoriser un climat de confiance propice à des compromis dynamiques.
- En sa qualité de Président 2019 du CDH, le Sénégal:
 - s'est ainsi employé à surmonter les divergences qui peuvent surgir entre les délégations concernant des questions importantes relatives aux Droits de l'Homme. Le Sénégal a ainsi pris des initiatives visant à soutenir l'action du CDH en tant que pilier des Nations Unies, indispensable à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD).
 - a travaillé à ce que la dimension Droits de l'Homme reste une priorité dans l'agenda des Nations Unies. Des efforts ont été déployés pour que le Conseil soit un organe de prévention, mais aussi de réaction rapide face aux risques de crises ou aux conflits.
 - a mis l'accent sur la mise en œuvre des résolutions et des décisions du Conseil ;
 - a plaidé pour l'amélioration de son fonctionnement, notamment, pour que le Conseil dispose d'un budget lui permettant de s'acquitter convenablement de son mandat.

Les engagements du Sénégal comme candidat pour une réélection au Conseil des Droits de l'Homme (2021-2023)

- **Consolider les actions ci-dessous énumérées en cas de réélection** comme membre du Conseil des Droits de l'Homme et contribuer ainsi de manière décisive à la promotion et la protection des Droits de l'Homme.
- **Consolider les acquis à l'interne** en matière de Droits de l'Homme.
- **Honorer ses passages** devant le Comité pour l'Élimination de la Discrimination à l'égard des Femmes, prévu du 19 octobre au 6 novembre 2020 et celui devant le Comité pour l'Élimination de la Discrimination Raciale, du 16 novembre au 4 décembre 2020. Ces passages constitueront des moments forts pour démontrer, encore une fois, à la communauté internationale, que le Sénégal est une référence en matière de respect, de promotion et de protection des Droits de l'Homme.
- **Contribuer à l'approfondissement des discussions entamées à Dakar dans le cadre de la Retraite 2019 du Conseil des Droits de l'Homme.** En effet, la Retraite de Dakar s'est intéressée à quatre thèmes importants que sont l'Environnement, le changement climatique et les Droits de l'Homme, les Migrations de masse et les Droits de l'Homme, les Droits de l'Homme face aux inégalités croissantes et la responsabilité sociale des entreprises et les Droits de l'Homme à l'ère du numérique. En choisissant ces thèmes, le Sénégal a fait le pari de l'ouverture, de l'écoute mutuelle et de la réflexion prospective afin de stimuler et de favoriser des discussions de qualité sur des questions importantes qui vont rythmer notre quotidien pour les prochaines décennies.

Senegal in the Human Rights Council (2021-2023)



Challenges and Commitments

Brief overview of the framework for the protection and promotion of Human Rights in Senegal

- The constitutionalization of Human Rights in accordance with articles 1 and 3 of the Constitution.
- The Human Rights Directorate in the Ministry of Justice: its mandate is to promote and protect Human Rights, to encourage the application of international human rights Conventions at the national level and to deal with complaints and other inquiries alleging human rights violations.
- The National Consultative Council on Human Rights (NCCHR) is a State institution whose mandate is to coordinate the preparation of Senegal's periodic reports and to follow up on the recommendations and decisions of regional and international treaty bodies and the relevant mechanisms. It also advises and makes proposals to the Government on Human Rights, international humanitarian law and humanitarian action.
- The Senegalese Human Rights Committee (SHRC) which is the National Human Rights Institution (NHRI) and which will soon regain its A-status with ECOSOC.
- Non-Governmental Organizations and civil society.

Senegal: a country with a well-established tradition in the promotion and respect of Human Rights (1)

- Member of the United Nations since its independence in 1960, Senegal actively and continuously participates in the promotion of the ideals of this Organization and in particular the strengthening of the Human Rights pillar.
- Member of the former Commission on Human Rights for 26 years without interruption (1966-1992).
- Senegal has been a member of the Human Rights Council since its establishment in 2006 and has received the confidence of the international community by serving two consecutive terms, from 2006 to 2012.
- Has ratified almost all the basic international legal instruments relating to Human Rights.
- Has received regular visits from mandate holders, including the special procedures of the Human Rights Council and submits periodic reports to the Treaty Bodies.

Senegal: a country with a well-established tradition in the promotion and respect of Human Rights (2)

- **Participated in the Universal Periodic Review (UPR) for the 1st, 2nd and 3rd cycles, held respectively in February 2009, October 2013 and November 2018, and is working on the implementation of the recommendations accepted during these sessions;**
- **Received the visit of the Subcommittee on Prevention of Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (SPT), 05 - 16 May 2019;**
- **Submitted its Report to the Committee on the Rights of Persons with Disabilities, 19-20 March 2019;**
- **Submitted its Report to the Committee on Economic, Social and Cultural Rights, 07- 08 October 2019;**
- **Submitted its 5th Periodic Report to the Human Rights Committee on 14- 15 October 2019.**

Some Recent Key Actions for the Promotion and Protection of Human Rights (1)

- The implementation of the **National Strategy for Gender Equity and Equality (SNEEG)**, now anchored in the **Emerging Senegal Plan (PSE)**, which is the guidance document for all economic and social policies.
- The adoption by the National Assembly of **Act No. 14-2017 of 20 June 2017 on the Press Code**.
- The adoption of the **Act of 28 May 2010 instituting absolute parity in fully or partially elective bodies** such as the National Assembly and the Regional and Municipal Councils.
- The **establishment of the National Gender Equality Observatory (ONP)**, an independent observation and control body responsible for monitoring the progress of action taken to implement gender equality and the effective application of the gender equality act.
- **Reform of the Nationality Code** under Act No. 2013-05 of 8 July 2013 : **Senegalese women can transmit their nationality to their children and access to nationality is facilitated for their non-Senegalese husbands.**
- The **forthcoming adoption of a new Children's Code** and the **establishment of the Children's Ombudsman**. In addition, the issue of "street children" and Child begging will be dealt with more rigorously under the **Programme for the Modernization of "Daaras" or Quranic schools**.

Some Recent Key Actions for the Promotion and Protection of Human Rights (2)

- The “Equality of Opportunity” Card for the care of people living with a disability.
- **Maternity protection** through articles 15, 17, 18, 19 and 24 of the Social Security Code and the ratification of ILO Convention No. 183 (2000) on Maternity Protection on 18 April 2017.
- **Measures to combat vulnerabilities affecting the most disadvantaged populations** by improving the economic and social rights of citizens: Family Security Grant Programme (PNBF), Universal Health Coverage Programme (CMU) e.g.
- **Measures to fight against corruption and promote good governance** with, in particular:
 - Act No. 15-2012 of 18 December 2012 on the Code of Transparency in the Management of Public Finances.
 - Act No. 13-2012 of 19 December 2012 on the establishment of the National Office for the Fight against Fraud and Corruption (OFNAC).

Challenges of a mandate (1)

- Senegal had the honour of being elected a member of the Human Rights Council on 8 October 2017 in New York, with the highest score (188 votes out of 193). Senegal is deeply committed to the promotion of international peace and security and the protection and promotion of Human Rights.
- ~~After a fruitful mandate in the United Nations Security Council for the period 2016-2017, Senegal continues its commitment with a mandate in the Human Rights Council for the period 2018-2020, at a time when the world is facing growing and complex challenges regarding the maintenance of international peace and security as well as the respect for Human Rights and international humanitarian law.~~
- The Human Rights Council raised great hope and the considerable increase of its work programme is indicative of its success. Nevertheless, results in the field must be better consolidated. Today, it is imperative to strengthen the effectiveness of the Human Rights Council and not to weaken it in order to preserve the indivisibility, interdependence, interrelatedness and universality of Human Rights.
- Indeed, Human Rights had a cross-cutting dimension and were at the heart of all global issues, including climate change, migration, development, food, access to housing or medicines, water, education and security.

Challenges of a mandate (2)

- As a member of the HR Council for 2018-2020, Senegal has continued to pay particular attention to the rights of children, women, seniors and persons with disabilities, as well as to the expansion of areas of freedom and the promotion of economic, social, cultural and environmental rights, not to mention racism and xenophobia, the rights of migrants and refugees, nor forgetting climate change impact on populations, particularly in Africa.
- Senegal has assumed its mandate in a constructive and inclusive spirit with all other Member States as well as with civil society, in order to foster a climate of trust conducive to dynamic compromises.
- In its capacity as 2019 Chair of the HRC, Senegal:
 - Endeavored to overcome the differences that may arise between delegations on important Human Rights issues. In that regard, Senegal has thus taken initiatives to support the work of the HRC as a pillar of the United Nations, which is essential for the achievement of the Sustainable Development Goals (SDGs).
 - Worked to ensure that the Human Rights dimension remains a priority on the UN agenda. Efforts have been made to ensure that the Council is not only a body for prevention, but also for rapid reaction to the risk of crisis or conflict.
 - Emphasized the implementation of the resolutions and decisions of the Council
 - Advocated for the improvement of its functioning, in particular by ensuring that the Council has a budget that allows it to properly discharge its mandate.

Senegal's commitments as candidate for re-election to the Human Rights Council (2021-2023)

- Consolidate the actions listed below in the event of a re-election as a member of the Human Rights Council and thus make a decisive contribution to the promotion and protection of Human Rights.
- Consolidate Human Rights achievements internally.
- Honour its appearances before the Committee on the Elimination of Discrimination against Women, scheduled from 19 October to 6 November 2020, and before the Committee on the Elimination of Racial Discrimination, scheduled from 16 November to 4 December 2020. These appearances will be high points to demonstrate, once again, to the international community, that Senegal is a reference in terms of respect, promotion and protection of Human Rights.
- Contribute to the deepening of the discussions initiated in Dakar in the context of the 2019 Human Rights Council's Retreat. Indeed, the Dakar Retreat focused on four important themes: Environment, Climate Change and Human Rights, Mass Migration and Human Rights, Human Rights in the Face of Growing Inequality and Corporate Social Responsibility and Human Rights in the Digital Age. In choosing these themes, Senegal has made a commitment to openness, mutual listening and prospective reflection in order to stimulate and foster quality discussions on important issues that will punctuate our daily lives for the coming decades.